

## MARCHE DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe 2 rue Antoine Charial - CS 33 927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

### *Objet de la consultation*

## **INDUSTRIALISATION ET MAINTENANCE DU SYSTEME D'ARCHIVAGE ELECTRONIQUE (SAE) DU CEREMA**

### Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Référence : 25-023\_AC

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
1.1 – <i>Objet.....</i>	<i>4</i>
1.2 – <i>Décomposition en lots.....</i>	<i>4</i>
1.3 – <i>Nature et étendue du marché.....</i>	<i>4</i>
1.4 – <i>Spécifications techniques.....</i>	<i>4</i>
1.5 – <i>Marché de prestations similaires.....</i>	<i>4</i>
1.6 – <i>Dispositions environnementales.....</i>	<i>4</i>
1.7 – <i>Clauses sociales.....</i>	<i>5</i>
<b>ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>6</b>
5.1 <i>Obligations du titulaire.....</i>	<i>6</i>
5.2 <i>Documents et suivi.....</i>	<i>7</i>
5.3 <i>Réunion et gouvernance.....</i>	<i>7</i>
5.4 <i>Lieu d’exécution du marché.....</i>	<i>7</i>
5.5 <i>Modalités d’intervention du site.....</i>	<i>7</i>
5.6 <i>Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail.....</i>	<i>7</i>
5.7 <i>Liste nominative du personnel étranger.....</i>	<i>8</i>
5.8 <i>Attestation de déclaration d’emploi des travailleurs handicapés (DOETH).....</i>	<i>8</i>
5.9 <i>Obligations en matière de détachement des travailleurs.....</i>	<i>8</i>
5.10 <i>Réversibilité.....</i>	<i>8</i>
5.11 <i>Traitement des données à caractère personnel.....</i>	<i>9</i>
<b>ARTICLE 6 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
7.1 - <i>Nature du prix.....</i>	<i>10</i>
7.2– <i>Contenu des prix.....</i>	<i>10</i>
7.3 – <i>Variation des prix du marché.....</i>	<i>10</i>
<b>ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>11</b>
8.1 – <i>Avance.....</i>	<i>11</i>
8.2 – <i>Acomptes et paiements partiels.....</i>	<i>11</i>
8.3 – <i>Demandes de paiement.....</i>	<i>12</i>
8.4 – <i>Modalités de règlement.....</i>	<i>12</i>

<b>8.5 – Unité monétaire .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 9 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION.....</b>	<b>13</b>
<b>9.1 – Délai d'exécution.....</b>	<b>13</b>
<b>9.2 – Prolongation du délai d'exécution.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 10 - PENALITES.....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 12 - DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>14</b>
<b>ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION .....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 15 – ASSURANCES.....</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 16 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE .....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>16</b>
<b>17.1- Résiliation sans faute .....</b>	<b>16</b>
<b>17.2- Résiliation pour évènements liés à au marché .....</b>	<b>16</b>
<b>17.3- Résiliation pour faute.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 18 – REGLEMENT DES DIFFERENDS.....</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE.....</b>	<b>17</b>

### **1.1 – Objet**

Le présent marché a pour objet l'industrialisation et la maintenance du système d'archivage électronique (SAE) actuel du Cerema basé sur les solutions Asalae et Versae et assurer sa maintenance pour ses archives nativement numériques.

Le présent marché concerne l'ensemble des archives du CEREMA en France métropolitaine et outre-mer. La tenue des formations fonctionnelles sera réalisée en présentiel sur le site de Lyon-Charial. La tenue des prestations d'assistance technique ou fonctionnelle pourra être réalisée en distanciel.

### **1.2 – Décomposition en lots**

Les prestations ne sont pas alloties car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### **1.3 – Nature et étendue du marché**

Le présent marché est un marché public de techniques de l'information et de la communication (TIC).

Le marché a été passé via une **procédure adaptée** régie par les articles L.2123-1 et R.2123-1 et R.2123-7 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à bons de commande mono-attributaire conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 82 000 € H.T** sur la durée globale du marché (4 ans).

### **1.4 – Spécifications techniques**

Les besoins ainsi que les objectifs stratégiques, fonctionnels et techniques sont décrits au CCTP.

Quand pour la définition des spécifications techniques demandées, le CCTP fait référence à des normes ou des documents équivalents, le titulaire peut prouver par tout moyen approprié que les prestations qu'il propose satisfont de manière équivalente aux exigences définies par cette norme ou ce document.

### **1.5 – Marché de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **1.6 – Dispositions environnementales**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des dispositions à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Mesures que le titulaire a adopté dans son mémoire technique afin de s'inscrire dans une démarche respectueuse de l'environnement (réduction de l'empreinte environnementale du numérique, éco-mobilité, matériels utilisés respectueux de l'environnement, organisations...).

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

Toute initiative complémentaire contribuant à la diminution de l'empreinte carbone sera particulièrement valorisée.

### **1.7 – Clauses sociales**

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualifications, bénéficiaires de minima sociaux, etc...) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

### **ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une durée d'un an (1) ferme à compter de sa notification.

Le marché est reconductible trois (3) fois par tacite reconduction pour une période d'une (1) année chacune, soit une durée totale maximale de quatre (4) années à compter de sa notification.

Le Titulaire ne pourra pas refuser l'éventuelle reconduction du marché.

Dans le cas où le Cerema souhaiterait ne pas reconduire le marché, il en informera le Titulaire par écrit au plus tard deux mois avant le terme de la période d'exécution en vigueur.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée de validité du marché et pourront produire leurs effets pour une durée qui ne pourra excéder trois (3) mois après le terme du marché.

### **ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-TIC, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité,

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe :**
  - Annexe financière n°1 : Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe :**
  - Annexe n°1 : Plan projet cible
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.**
- **L'offre technique du titulaire**

En cas de contradiction entre les documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-TIC, **le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

### **ARTICLE 4 – CONFIDENTIALITÉ**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-TIC, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés et agents, même après que ceux-ci auront cessés d'exercer leurs fonctions.

Conformément à l'article 5.1.1 du CCAG-TIC toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le Cerema n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du Cerema ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **5.1 Obligations du titulaire**

Après la notification du marché, le titulaire assume les obligations qui lui sont assignées au titre des pièces contractuelles du marché et des éventuelles normes applicables aux prestations.

Il lui appartient de se conformer à l'ensemble des obligations prévues au marché, de respecter les règles de l'art applicable à son domaine d'intervention, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par le marché.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

Le titulaire s'engage à constituer une équipe affectée au marché ayant une connaissance éprouvée de ce type de mission et de ses conditions de mise en œuvre. Le titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition des profils et à la désignation des membres de son équipe ainsi que de leur nombre.

Le titulaire s'engage à mettre à disposition tous les profils techniques nécessaires à l'exécution des prestations. Tout au long de la mission, les intervenants du titulaire doivent respecter, a minima, les qualifications requises pour assurer la bonne réalisation des prestations.

Sauf cas de force majeure dûment attestée, les intervenants du titulaire ne peuvent être remplacés qu'après communication des profils et des curriculums vitae détaillés deux mois avant le remplacement prévu.

Le titulaire prendra impérativement les mesures nécessaires pour que les éventuelles opérations de remplacement ne perturbent en rien le calendrier de réalisation et/ou la qualité des prestations. Les coûts induits par le transfert de connaissances d'un ancien intervenant de l'équipe à un nouvel intervenant, seront intégralement supportés par le titulaire, les nouveaux intervenants devant être opérationnels au jour du départ des anciens.

Le titulaire demeure entièrement responsable du personnel qu'il affecte à la réalisation des prestations.

## **5.2 Documents et suivi**

Le suivi des prestations se fera dans les conditions prévues au CCTP pour les différents échanges et livrables tels que définis dans le CCTP et dans les bons de commande.

La rédaction des livrables et des informations relatives au suivi du marché se fera obligatoirement en français.

## **5.3 Réunion et gouvernance**

Les réunions et la gouvernance de l'exécution du marché sont précisés au CCTP.

## **5.4 Lieu d'exécution du marché**

Les prestations seront réalisées à distance par le titulaire dans ses propres locaux ou dans les locaux du Cerema lors des formations.

Le présent marché concerne l'ensemble des archives du CEREMA tous sites confondus en France métropolitaine et outre-mer.

## **5.5 Modalités d'intervention du site**

Les équipes du titulaire peuvent être amenés à intervenir sur le site du Cerema de Lyon-Charial lors de formations fonctionnelles.

L'accès au site est subordonnée à la présentation d'une pièce d'identité légale en cours de validité par un intervenant. Aucun accès n'est autorisé sans ce document.

Le personnel du titulaire doit respecter les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'Établissement, notamment le règlement intérieur des sites concernés.

Le personnel du titulaire doit également respecter les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Établissement.

## **5.6 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail**

L'article 6 du CCAG-TIC s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a

contrevenu à l'article D.8222-5 du Code du travail.

### **5.7 Liste nominative du personnel étranger**

Conformément à l'article D.8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre au Cerema, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration

### **5.8 Attestation de déclaration d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH)**

L'Association de gestion de fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph), mentionnée à l'article L. 5214-1 du code du travail, délivre un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du même code.

Pour obtenir ce certificat, le titulaire doit faire une déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) avant le 1er mars de chaque année sur le site <https://www.teledoeth.travail.gouv.fr/teledoeth/>. Ce certificat est valable 1 an.

### **5.9 Obligations en matière de détachement des travailleurs**

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Cerema, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

### **5.10 Réversibilité**

A la demande du Cerema, le titulaire assure, avant le terme du marché, une prestation de réversibilité tendant à lui remettre l'ensemble des données et de la documentation relative au présent marché, dans des formats permettant la migration et l'exploitation de ces données et documents. La prestation de réversibilité implique que l'ensemble des livrables prévus au CCTP soient mis à jour régulièrement afin que le déclenchement de l'opération de réversibilité puisse se faire dans les délais et conditions prévus à l'article 3.6 du CCTP.

Le paiement de la réversibilité sera réalisé à terme échu une fois la prestation réalisée et l'admission effective.

### **5.11 Traitement des données à caractère personnel**



En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur [https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) candidat). Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

## **ARTICLE 6 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le marché donne lieu à l'émission de bons de commande, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires, chaque bon de commande étant notifié au titulaire par écrit, par tout moyen, par l'acheteur.

Les commandes peuvent être adressées au titulaire dès le démarrage et jusqu'à l'expiration du présent marché.

Le Cerema devra veiller à émettre les bons de commande avant l'expiration du marché, tout en garantissant que le titulaire dispose du temps nécessaire pour exécuter les prestations dans les délais impartis et, en tout état de cause, avant l'échéance du marché.

### **Chaque bon de commande précise obligatoirement :**

- la référence du marché,
- la date du bon de commande
- le numéro du bon de commande – **mention obligatoire**,
- l'identification du titulaire,
- la désignation des prestations à réaliser,
- le délai d'exécution,
- le lieu de livraison, le cas échéant,
- les prix unitaires et totaux HT et TTC,
- le taux et le montant de la TVA,
- l'adresse de facturation,
- le SIRET du Cerema – **mention obligatoire**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G.- TIC, le titulaire dispose d'un **délai de 5 jours** à compter de la réception du bon de commande pour notifier ses observations à l'acheteur.

## **ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ**

### **7.1 - Nature du prix**

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont réglées par application des prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), annexe n°1 de l'acte d'engagement aux quantités réellement consommées.

## **7.2– Contenu des prix**

Les stipulations des articles 10.1.3 C.C.A.G.- TIC sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les frais de déplacement du personnel du Titulaire.

Les prestations de maintenance devront inclure les frais de déplacement et d'hébergement des intervenants le cas échéant.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

La maintenance s'effectuera conformément aux dispositions de l'article 39 du CCAG-TIC.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

## **7.3 – Variation des prix du marché**

Les prix sont fermes et non révisables pour une première période d'une durée d'un an à compter de la notification du marché. Les prix sont ensuite révisables annuellement à date fixe, lors de chaque reconduction.

L'indice de référence sera l'indice du mois m-4 du mois d'application de la révision du marché.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_0 [(Syn/ Syn_0)]$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P<sub>0</sub> = Prix de base fixé dans l'acte d'engagement au mois M<sub>0</sub> de remise des offres

Syn = Valeur de l'indice Syntec du mois m-4 du mois d'application de la révision du marché, publié par la Fédération SYNTEC. La date de révision étant la date d'anniversaire du marché.

Syn<sub>0</sub> = Valeur de l'indice de référence du mois Mo (mois de remise des offres), publié par la Fédération SYNTEC.

Le titulaire transmet à la date de la révision des prix les prix révisés avec la valeur des indices au mois Mo et au mois m-4 du mois d'application de la révision.

Le titulaire transmet les prix révisés à l'adresse suivante :

CEREMA

Centre Financier Mutualisé de Bron  
[cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr](mailto:cfmb.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr)

N.B. : Dans le cas où le Titulaire ne transmettrait pas les prix révisés dans le délai indiqué, le Cerema réalisera le calcul et le notifiera au Titulaire.

## **ARTICLE 8 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

Les différents paiements (acomptes éventuels, paiement partiel définitif et solde) s'effectuent dans les conditions fixées par l'article 11 du CCAG-TIC.

### **8.1 – Avance**

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée au titulaire du marché et ce dans le respect des dispositions des articles R2191-3 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Les dispositions de l'article 11.1 – option A du CCAG-TIC 2021 s'appliquent.

Conformément aux articles R2191-16, R2191-3 et R2191-7 du Code de la commande publique, le titulaire peut prétendre à une avance de 30 % du montant du bon de commande TTC, uniquement dans les cas où les bons de commandes sont supérieurs à 50 000€ HT et ayant un délai d'exécution supérieur à deux mois.

L'avance n'est pas révisable.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles R2191-11, R2191-12 et R2191-19 du Code de la commande publique.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, l'avance est répartie entre les membres du groupement selon la répartition précisée dans l'acte d'engagement.

Dans le cas où le titulaire a présenté un sous-traitant avant la notification du marché public, à la remise du dossier de réponse, l'assiette de l'avance au versement de laquelle il a droit est réduite du montant maximum des prestations à payer directement au sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, tel que figurant dans la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les sous-traitants peuvent bénéficier d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 – Acomptes et paiements partiels**

Les prestations de conduite de projet, de maintenance annuelle Versae et Asalae, de support helpdesk Versae et Asalae émises par bons de commandes feront l'objet d'un paiement par acompte mensuel à terme échu et le dernier paiement pour le 12ème mois relatif à la fin de la réalisation de la prestation annuelle vaudra solde du bon de commande.

Les prestations de formation techniques et fonctionnelles, de développements complémentaires, d'assistance techniques ou fonctionnelles, de rédactions de spécifications techniques et de mise à jour annuelle d'Asalae et de Versae seront réglées en une seule fois dès admission des prestations.

Les prestations de prise en charge, de migration de 2 instances en Asalae, de migration de l'instance de PRA en Asalae, d'aide à l'assistance technique, de réversibilité seront réglées en une seule fois dès admission des prestations.

Les demandes de paiement des prestations d'assistance technique ou fonctionnelle, de développements complémentaires, de rédaction de spécifications techniques, de mise à jour annuelle d'Asalae, et Versae interviendront après exécution et décision d'admission.

### **8.3 – Demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET(**mention obligatoire**),
- le numéro de l'accord-cadre et du bon de commande (**mentions obligatoires**), (EJ)
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.-TIC,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET du siège du Cerema,
- les références bancaires, et moyens de règlement acceptés.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020, toutes les entreprises sont soumises à l'obligation de dématérialisation et doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET, de l'adresse de facturation du Cerema, du numéro de marché, du numéro de bon de commande ou du code structure provoquera le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prendra effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

### **8.4 – Modalités de règlement**

Le mode de règlement de l'accord-cadre est le virement SEPA. Le Cerema règle sur ses fondspropres. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013, au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points

de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur, à l'adresse de facturation de la Direction indiquée dans le bon de commande.

## **8.5 – Unité monétaire**

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

## **ARTICLE 9 - DELAI D'EXECUTION ET PROLONGATION**

### **9.1 – Délai d'exécution**

Les délais d'exécution sont prévus dans les bons de commande dédiés, ils courent à compter la date de notification du bon de commande.

Les délais relatifs à la maintenance et à la résolution des incidents sont définis à l'article 5.6 du CCTP. Tout manquement à ces délais entraînera l'application des pénalités stipulées à l'article 10.1 du présent CCAP.

### **9.2 – Prolongation du délai d'exécution**

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du C.C.A.G TIC.

## **ARTICLE 10 - PENALITES**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, les dispositions suivantes sont applicables en matière de pénalités :

-En cas de non respect du délai d'exécution fixé dans un bon de commande, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 150 € net de taxes par jour de retard.

-Lorsque les délais fixés à l'article 5.6 du CCTP sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

Niveau d'anomalie	Pénalité si Non respect du Délai maximum de prise en charge	Pénalité si Non respect du Délai maximum de correction
<b>Bloquante</b>	<b>– Pénalité de 100€ net de taxes par heure de retard</b>	<b>– Pénalité de 100€ net de taxes par jour de retard</b>
<b>Majeure</b>	<b>– Pénalité de 80€ net de taxes par jour de retard</b>	<b>– Pénalité de 80€ net de taxe par jour de retard</b>

Mineure	– Pénalité de 60€ net de taxes par jour de retard	– Pénalité de 60€ net de taxe par jour de retard
---------	---	--

Les pénalités évoquées ci-dessus sont cumulables. Le montant des pénalités appliquées au Titulaire ne peut pas être supérieur à 10% du montant maximum du marché.

## **ARTICLE 11 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS**

Par dérogation à l'article 30.2.1 du CCAG TIC aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG TIC l'acheteur n'est pas tenu d'informer le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

Par dérogation aux articles 31 et 32 du CCAG TIC :

- Les prestations forfaitaires de maintenance annuelle de Versae et Asalae ainsi que les prestations de support helpdesk feront l'objet de vérifications périodiques sans en aviser le titulaire du marché. Elles feront l'objet d'un service fait trimestriel sur la base de rapports concernant le trimestre achevé.
- Les autres prestations figurant au BPU et notamment les prestations de conduite de projet, de formations techniques et fonctionnelles, de réversibilité feront l'objet d'une vérification à l'issue de la réalisation de la prestation.

Les prestations feront l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives, le point de départ du délai est la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou en l'absence de décision dans un délai de 15 jours à compter de la fin du délai d'exécution.

## **ARTICLE 12 - DROIT DE PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les données collectées le sont exclusivement pour la réalisation de l'objet du marché. En conséquence, le Titulaire est tenu à ne pas en faire une autre utilisation.

Pour le cas où il existerait une propriété intellectuelle au sens des dispositions du code de la propriété intellectuelle sur les données traitées par le Titulaire, ce dernier s'engage à en informer préalablement le Cerema et à entrer en contact avec le Cerema pour obtenir le droit d'utilisation des données nécessaires à la mise en œuvre de sa mission. Au cas où l'identité des propriétaires ne pourrait pas être connue, les données traitées par le Titulaire devront à minima indiquer l'identification de leur source dans la documentation technique concernée.

En toute hypothèse, le Titulaire s'engage à prendre les mesures de sécurité conformes à l'état de l'art pour garantir la sécurité des données afin qu'elles ne soient pas, de son fait, déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

En conséquence, le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par son personnel les obligations suivantes :

- ne pas faire de copies des documents et des supports des données qui lui sont confiées, sauf celles strictement nécessaires à l'exécution du marché,

- ne pas utiliser les données pour d'autres fins que celles du présent marché,
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf si cette divulgation est exigée par la loi ou une autorité judiciaire ou administrative compétente.

### **ARTICLE 13 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION**

Le titulaire s'est engagé à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, de mise en garde et d'information, à l'égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales. Les recommandations orales sont confirmées par un écrit transmis au Cerema.

Le titulaire s'est obligé notamment à :

- partager avec le Cerema son expérience ;
- fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ; il s'engage notamment à informer le Cerema des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou préventives.
- informer préalablement le Cerema de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité ou une dégradation des performances du système
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;
- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

### **ARTICLE 14 – RESPONSABILITÉS**

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui ou un membre de son équipe.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et des règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

### **ARTICLE 15 – ASSURANCES**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

## **ARTICLE 16 – EQUIPE DEDIEE DU TITULAIRE**

Le titulaire désignera dès la présentation de son offre, un représentant technique qui coordonnera les actions des différents intervenants éventuels de son équipe pendant toute la durée du projet. Le titulaire désignera également dans son offre un représentant administratif chargé du suivi administratif et financier du marché durant toute la période de l'exécution du marché. Un même intervenant peut correspondre à plusieurs profils différents si ses compétences et sa charge de travail lui permettent d'assurer les différentes fonctions dans le cadre de ce marché.

Le titulaire devra dresser la liste nominative des intervenants au démarrage du marché en fonction des profils qui auront été présentés pendant la procédure. Ces intervenants effectueront personnellement les prestations prévues dans le marché.

Tout changement dans l'équipe doit être soumis à l'acheteur. Le remplaçant doit disposer d'un niveau de compétence et d'expérience équivalent. Le remplaçant est considéré comme accepté si le Cerema ne le refuse pas dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la proposition de changement. Si le Cerema refuse le remplaçant le titulaire dispose d'un délai de cinq jours pour désigner un autre remplaçant et le soumettre à l'approbation du Cerema.

En aucun cas le remplacement d'une personne ne peut justifier une augmentation du prix sur lequel le titulaire s'est engagé.

Le Cerema se réserve la faculté de vérifier au cours de l'exécution du marché que le niveau de qualification et de formation des intervenants est équivalent à celui qui figure dans le mémoire technique et reste conforme à l'article 3.13.11 du CCTP.

## **ARTICLE 17 – RESILIATION DU MARCHÉ**

La résiliation du marché peut être prononcée selon les dispositions des articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

### **17.1- Résiliation sans faute**

La résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché (article 48 du CCAG-TIC)
- un motif d'intérêt général (article 51 du CCAG-TIC)

### **17.2- Résiliation pour événements liés à au marché**

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 49 du CCAG-TIC.

### **17.3- Résiliation pour faute**

La résiliation du marché, peut être prononcée pour faute du titulaire conformément à l'article 50 du CCAG-TIC, et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire dans les conditions fixées par l'article 54 du CCAG-TIC.

En complément de l'article 50 du CCAG-TIC la résiliation peut être prononcée pour faute du titulaire lorsqu'il n'a pas produit les attestations relatives aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail, conformément à l'article 5.6 du présent CCAP.

## **ARTICLE 18 – REGLEMENT DES DIFFERENDS**



Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du marché, les parties s'efforceront de résoudre les difficultés à l'amiable. La présente tentative de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les Parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Si les deux parties ne parviennent pas à se mettre d'accord, le litige pourrait alors être soumis à la compétence juridictionnelle désignée ci-après.

Tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Lyon exclusivement compétent, y compris en référé, nonobstant l'appel en garantie ou la pluralité de défendeurs.

#### **ARTICLE 19 – DROIT ET LANGUE**

En cas de litige et de contentieux, le droit français est le seul applicable. Les juridictions compétentes sont celles du siège et de l'acheteur.

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériels, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en Français.